

Logement : un rapport parlementaire honteux !

Le Parlement européen vient d'adopter un rapport sur la crise du logement. Sur une idée de la gauche européenne pour répondre à la crise du logement cher et la nécessité de véritables politiques publiques en soutien au logement social, la droite et l'extrême droite en ont profité pour faire passer leur projet extrêmement régressif pour les classes populaires.

Même si un rapport n'est pas encore une directive ou un règlement, est programmée à brève échéance la destruction du logement social qui serait financé exclusivement par les marchés. Au passage, le rapport ressuscite les subprimes et leur titrisation qui avait provoqué la crise financière de 2008. Ce rapport idéologique insiste d'autre part sur l'abolition de l'ensemble des réglementations notamment environnementales qu'il considère comme autant de freins à la construction et « à la prise de d'initiatives ». Il interdit aussi toute mesure visant à encadrer les loyers car cela créerait de l'insécurité » pour les investisseurs (sic). Il prend enfin un tour délirant en criminalisant les squatteurs et les locataires défaillants qui se verraient inscrit-es sur le fichier du crime organisé d'Europol !

Kasbarian exulte, Jeanbrun soit le ministre du logement approuve. Ce rapport cadre pile poil avec le projet de loi que ce dernier a annoncé fin janvier dernier. Il l'a laissé dans les tiroirs le temps des élections municipales pour éviter de semer la panique et détruire le peu de soutien populaire dont bénéficie un gouvernement à la solde des marchés et du lobby immobilier.

Respect de la loi SRU, construction de 300 000 logements réellement sociaux par an, encadrement des loyers, baisse des charges locatives, arrêt des démolitions et des ventes de logements sociaux...

C'est pour l'Union syndicale Solidaires cette politique au service des besoins sociaux qu'il faut mettre en œuvre. Soit l'exact opposé des projets de loi et textes dans les cartons du gouvernement : c'est pour ces raisons que les 28 et 29 mars nous manifesterons avec les associations de défense des droits des locataires pour un logement décent, stable et de bas loyers pour toutes et tous.

Soit l'indispensable.

Paris le 19 mars 2026